

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par les leaders des groupes ethnoculturels de Micheline Labelle et Joseph J. Lévy, Montréal, Liber, 1995, 377 p.

par Anne-Marie Fortier

Politique et Sociétés, vol. 17, n° 3, 1998, p. 177-180.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040136ar>

DOI: 10.7202/040136ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Ethnicité et enjeux sociaux. Le Québec vu par les leaders des groupes ethnoculturels

de Micheline Labelle et Joseph J. Lévy, Montréal, Liber, 1995, 377 p.

Dans ce livre, Micheline Labelle et Joseph Lévy présentent les résultats d'une recherche menée auprès de 84 leaders des deux sexes, appartenant à quatre groupes ethniques minoritaires au Québec : Haïtiens, Italiens, Juifs et Libanais. Les auteurs font un compte rendu des discours et perceptions de ces leaders concernant diverses questions réparties en autant de chapitres : les mouvements associatifs ; l'insertion socioéconomique ; la langue et l'éducation ; les référents ethnoculturels, l'ethnocentrisme et le racisme ; les définitions politiques d'identités et différences ethniques et nationales.

En sociologie des relations ethniques (québécoise et autres), les études consacrées aux discours de leaders se font rares. Dans le contexte théorique actuel, centré sur des pratiques individuelles de construction identitaire, l'attention accordée aux discours et pratiques dits « officiels » est souvent reléguée à l'arrière-plan, ces discours étant perçus comme hégémoniques. En effet, trop souvent, le leadership ethnique est vu comme se composant d'« entrepreneurs ethniques » dont le profit est dominé par les intérêts économiques et politiques. Or, sans nier que de tels intérêts interviennent dans les stratégies identitaires de ces intervenants, leurs discours semblent être complexes et multiples, c'est-à-dire qu'ils ne forment pas un ensemble nécessairement cohérent et uniforme. La recherche sur le leadership ethnique au Québec est nécessaire si l'on veut dégager les mécanismes, principes fondateurs et enjeux qui sous-tendent les projets et discours d'identité collective (que ce soit la nation, la « communauté ethnique », etc.). Le compte rendu de Labelle et Lévy, riche en citations et exemples, offre des pistes intéressantes à cet égard. De plus, les auteurs ont le mérite de ne pas dresser un portrait monolithique des opinions exprimées par les personnes interrogées. En effet, des divergences à la fois intracommunautaires (entre leaders d'une même population) et intercommunautaires (entre groupes minoritaires) sont systématiquement soulevées.

D'entrée de jeu, les auteurs précisent qu'ils ne prétendent pas que les opinions recueillies soient représentatives, que ce soit en rapport avec les populations dont les leaders se font les porte-parole ou en rapport avec l'ensemble du leadership de leur « communauté » (p. 14). Par ailleurs, afin de préserver l'anonymat des personnes citées, les auteurs les identifient par leur sexe, leur âge et leur origine ethnique, de sorte que les témoignages ne sont reliés entre eux que par le groupe ethnique auquel appartiennent les individus. En somme, les opinions sont regroupées, en dernière instance, en quatre sous-groupes relativement homogènes. Il me semble que l'hétérogénéité, et surtout la complexité, aurait été davantage explorées si l'on avait dressé des profils communautaires ou, encore mieux, individuels. La stratégie adoptée dans cet ouvrage néglige la façon dont les idées se posent, se confrontent et s'articulent dans les discours.

De toute évidence, Labelle et Lévy ne se situent pas dans une perspective « déconstructionniste ». Soit. Mais dans la mesure où ils décrivent les leaders comme « des définisseurs de situation et d'opinion » (p. 346), l'intérêt d'une recherche comme celle-ci réside dans l'analyse critique de ces discours en ce qu'ils définissent *des* situations et *des* opinions. J'insiste sur le pluriel, car on ne peut singulariser les multiples opinions et situations qui circulent et se confrontent au sein même du « leadership ethnique ». Comme Labelle et Lévy semblent le soutenir eux-mêmes, les leaders sont loin de s'entendre sur des questions aussi diverses que l'éducation et la langue, ou le racisme et la discrimination. De même, il me semble problématique d'unifier dans *un* discours (ou « un » témoignage ; p. 146, 265, 335, entre autres) ce qui m'apparaît plutôt comme l'expression de discours multiples sur un nombre de sujets.

Dans *Ethnicité et enjeux sociaux*, on ne dépasse guère le premier niveau du discours explicite des personnes interrogées, en reprenant, de façon non analytique, les catégories qui sous-tendent les propos de ces « représentants » de groupes minoritaires. Des processus de construction de l'ethnicité ou de groupes ethniques sont à l'œuvre dans des propos comme ceux de cet homme italien : « Nous sommes la seule communauté hétérogène à tous les niveaux : économique, politique, social et culturel » (p. 85). Ou encore quand on attribue le « succès économique » des Italiens à leur « ardeur au travail » ou à la « solidarité familiale » (p. 86). Au delà de ces constats, ce qui m'intéresse, en tant que chercheuse, c'est plutôt la façon dont ces caractéristiques sont réifiées comme marqueurs ethniques.

De plus, nombre d'assertions ne sont pas corroborées par des données secondaires. Un simple exemple : au sujet de la sous-représentation des femmes dans le milieu institutionnel juif, on s'étonne d'apprendre, par la voix d'une « femme sépharade, 41 ans », que les femmes ne sont pas leaders de l'Union des femmes juives ou de la Fédération des femmes sépharades (p. 69). Les auteurs glissent souvent du propos particulier à l'image générale d'une « réalité ». Ce qui ne veut pas dire que les leaders n'appuient pas leurs idées sur des situations vécues et bien réelles, sauf qu'il faut distinguer les deux niveaux l'un de l'autre et, dans un texte comme celui de Labelle et Lévy, constamment situer les commentaires dans le contexte où les leaders rationalisent ou perçoivent la réalité.

Peut-être les auteurs s'expliqueraient-ils en disant que cette étude n'est qu'exploratoire et qu'elle vise à ouvrir des pistes de réflexion à la fois théoriques, politiques et sociales. Dans une certaine mesure, cet objectif est atteint. Mais au-delà du discours explicite des hommes et des femmes rencontrés, se trouvent, tout au long du livre, nombre d'« enjeux sociaux » concernant l'identité, la différence, l'appartenance, la mémoire comme fondement identitaire (plutôt que le pays d'origine), l'idée de nature, le racisme, qu'il conviendrait d'analyser plus profondément.

Prenons la question du racisme. Partant d'une approche – non explicitée par ailleurs – que je qualifierais de marxisante (à la Robert Miles), les auteurs avancent que le racisme est le produit de structures du marché (de

l'emploi ; du logement). Ainsi on peut lire que « les formes de discrimination et de racisme ne semblent pas obéir ici à des motivations politiques, mais surtout à des facteurs liés à la concurrence économique et aux contacts peu soutenus entre groupes ethniques et la majorité francophone » (p. 265-266). Ou encore, que « les formes de racisme politique que d'autres pays connaissent sont actuellement absentes de la scène québécoise » (p. 201-202). On se demande ce qu'ils entendent par les « formes de racisme » des « autres pays » et de quels pays ils parlent.

Le racisme, selon Labelle et Lévy, ne serait que porté de façon virtuelle (sic) par le nationalisme (p. 200). Il n'apparaît que comme une « maladie sociale de la modernité », un « excès » qui ne se manifeste qu'en « période de crise » (p. 200). Or le racisme n'est pas une maladie qu'une bonne dose d'équilibre économique suffirait à guérir. Il n'est pas, non plus, un excès de la modernité, mais plutôt une partie prenante de la modernité, comme nombre d'auteurs l'ont déjà démontré (notamment Paul Gilroy, Stuart Hall et Zygmunt Bauman).

De plus, le racisme apparaît comme le problème des personnes de couleur seulement : c'est « leur » problème. Or, si le racisme n'est qu'une question de couleur de la peau, comme semblent le suggérer Labelle et Lévy, les personnes de peau blanche sont également des sujets « racisés ». La « racisation » résulte de rapports de pouvoir à travers lesquels les groupes dominés *et* dominants sont construits en tant que « races » distinctes. Il est intéressant, notamment, de voir que les Italiens ou les Libanais identifient le racisme comme étant extérieur à eux. Que dire de leur position en tant que minorités culturelles « blanches » ? En tant que majoritaires et minoritaires à la fois ? D'autre part, les limites d'une telle définition font surface devant des catégories telles que celle de « minorité visible ». Les Québécois d'origine libanaise rejettent l'étiquette de « minorité visible » pour se définir (p. 94, 113), mais reconnaissent l'existence de pratiques discriminatoires à leur égard, qu'ils qualifient de xénophobie (p. 253). Comment distinguer ces deux pratiques de discrimination ? Quand est-ce que la « xénophobie » devient du « racisme » ? Nombre d'auteurs s'accordent pour dire qu'il existe plusieurs formes de racisme. Ainsi, la question qui reste en suspens après la lecture du texte de Labelle et Lévy concerne la façon dont le racisme et l'idée de « race » se manifestent et se construisent dans le contexte particulier du Québec.

D'autres conclusions posent également problème. Dire, par exemple, que « la question de l'ethnicité au Québec apparaît comme la résultante d'une stratégie politique fédérale » qui encourage les particularismes (p. 331) obscurcit les discours, à mon avis beaucoup plus nuancés, des intervenants. Certains parlent de « culture immigrée » (p. 292), ou de l'importance de la mémoire dans la formation identitaire (p. 36). Leur rapport au Canada et au Québec, en outre, semble émerger d'une combinaison de notions instrumentales et émotives de la citoyenneté et de l'appartenance. C'est dans des cas comme celui-ci qu'on souhaiterait que les auteurs aient davantage « osé » faire une analyse liant les éléments discursifs entre eux. En quoi la notion de citoyenneté peut-elle être reliée à l'idée d'appartenance ? Parle-t-on de

« communauté » imaginée (à la Benedict Anderson), ou de communauté civile ou des deux à la fois ? Comment s'intègre le transnationalisme des migrants et des réfugiés (p. 21, 75) dans les définitions d'identités/différences ethniques et nationales que donnent les auteurs ?

Somme toute, *Ethnicité et enjeux sociaux* est le produit d'une recherche originale, qui soulève un ensemble de questions intéressantes. On regrette, cependant, que les auteurs n'aient pas fait une analyse critique qui aurait contribué davantage aux débats théoriques et politiques sur les questions d'identité, de citoyenneté, d'appartenance et de racisme.

Anne-Marie Fortier
Université Concordia